Vers une nouvelle ère de coopération régionale : L'ALG se transforme en Agence de Développement de la Confédération AES

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 15 JUILLET 2025

1806

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Vers un nouvel équilibre régional

L'AES, l'UEMOA et la nécessité d'un dialogue responsable



Le ministre Diop à ''MALI KURA TAASIRA 3'' : Les services diplomatiques et consulaires digitalisés

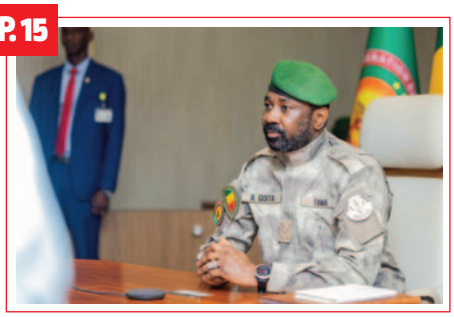


...Indépendance des États-Unis à Bamako : Un hommage appuyé à la coopération maliano-américaine


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Vers un nouvel équilibre régional : L'AES, l'UEMOA et la nécessité d'un dialogue responsable **P.4**

Brèves /

Lutte antiterroriste : Les fama frappent un centre logistique des groupes armés près de Ber **P.10**
Présidentielles au Cameroun : Paul Biya candidat **P.10**
Le ministre Diop à "MALI KURA TAASIRA 3" : Les services diplomatiques et consulaires digitalisés **P.11**
Koulikoro : Sortie de la 37ème promotion de l'école d'état-major et de commandement **P.11**

Actualité /

Le FAFPA en chantier : Vers une refonte stratégique de la formation professionnelle au Mali **P.13**
Vers une nouvelle ère de coopération régionale : L'ALG se transforme en Agence de Développement de la Confédération AES **P.15**

Politique /

Célébration de l'Indépendance des États-Unis à Bamako : Un hommage appuyé à la coopération maliano-américaine **P.18**
De la rectification à la stabilisation : Le pouvoir du discours ! **P.20**

Culture & société /

Semaine culturelle UCAO-UUBA : Former les leaders de demain **P.23**

International /

Afrique du Sud : Le ministre de la police suspendu **P.24**
Le Nigéria en deuil : Décès de l'ex-chef d'État Muhammadu Buhari à l'âge de 82 ans **P.25**

Sport /

Ligue féminine de football américain : Aïssata traoré devient la première joueuse malienne de la discipline **P.26**

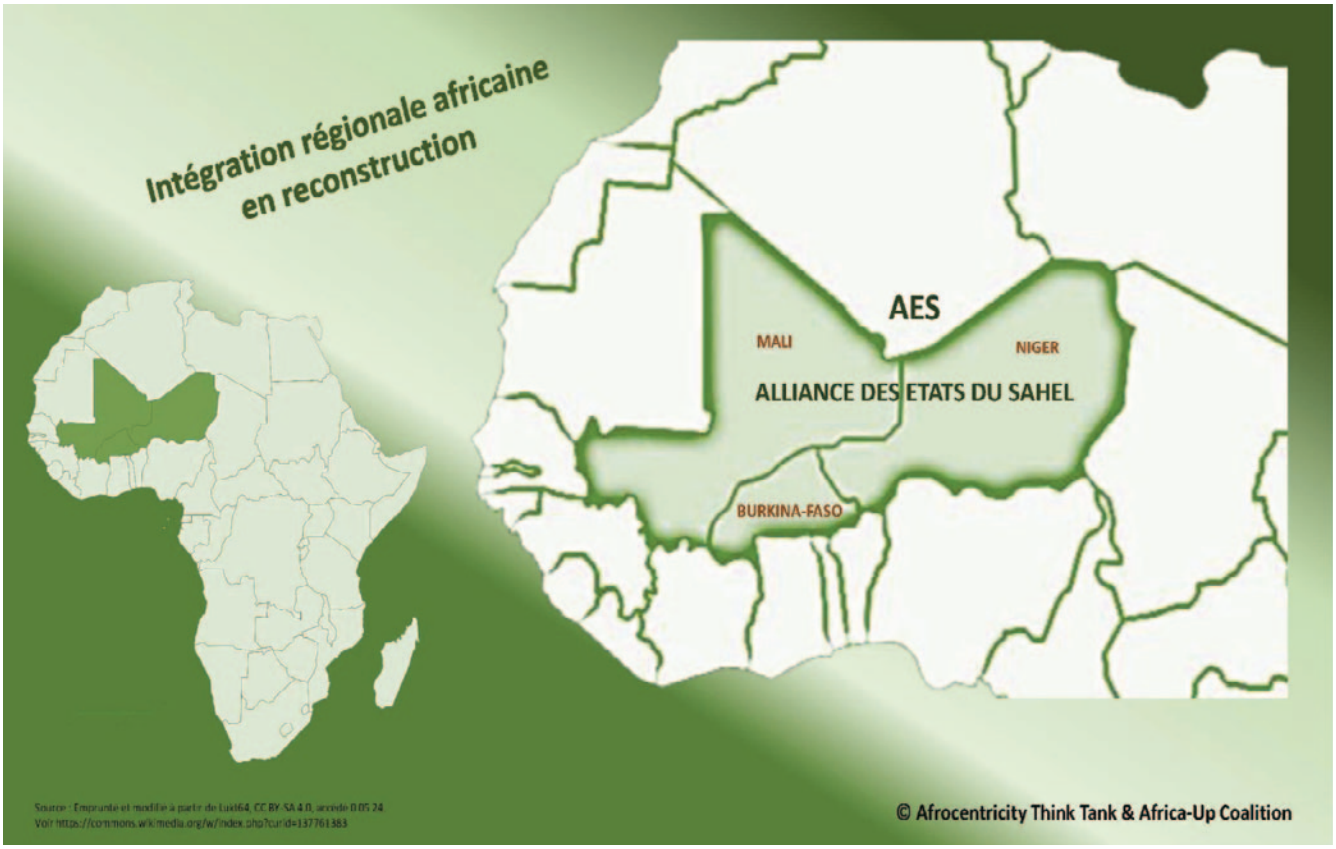
Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Vers un nouvel équilibre régional

L'AES, l'UEMOA et la nécessité d'un dialogue responsable

Le départ spectaculaire des délégations du Burkina Faso, du Mali et du Niger lors de la 2e session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA à Lomé a marqué un tournant décisif dans les relations entre l'Alliance des États du Sahel (AES) et les institutions sous-régionales ouest-africaines. Refusant la présidence tournante de l'Union au Burkina Faso, un droit pourtant reconnu par le traité fondateur, les autres membres de l'UEMOA ont enclenché une dynamique de tension politique qui, à terme, pourrait précipiter un divorce plus large.

Mais si le rejet de la candidature burkinabè a été ressenti comme un camouflet par les pays de l'AES, il est essentiel aujourd'hui de privilégier l'apaisement, la lucidité et l'esprit de responsabilité. Car les enjeux dépassent de loin le seul protocole : il s'agit de préserver la stabilité d'une région déjà fragilisée par des crises sécuritaires, humanitaires et économiques.

Le projet de création d'une monnaie souveraine régionale par l'AES – évoqué de plus en plus ouvertement – traduit l'aspiration profonde de ses membres à plus d'autonomie, d'efficacité économique et de respect mutuel dans les rapports de coopération. L'idée d'une devise propre, pilotée par une autorité monétaire indépendante et adaptée aux réalités du Sahel, est légitime dans une perspective de souveraineté renforcée.

Cependant, cette ambition ne saurait justifier une rupture précipitée ou un isolement institutionnel qui pourrait, à court terme, aggraver la vulnérabilité des populations et accentuer la fragmentation sous-régionale. Car si le Franc CFA est contesté, il a aussi offert une certaine stabilité monétaire que toute alternative devra garantir pour ne pas exposer les économies de l'AES à des désordres incontrôlables.

L'épisode de Lomé révèle, une fois encore, le besoin urgent de réinventer les mécanismes de gouvernance régionale dans un esprit de respect mutuel, d'égalité entre États, et d'adaptation aux nouvelles dynamiques africaines. Le refus de la présidence tournante à un État membre, pour des raisons non explicitement juridiques, pose un problème de légitimité et alimente le sentiment d'exclusion

chez les membres de l'AES.

Mais les ponts ne doivent pas être brûlés. Le dialogue demeure une voie royale pour rétablir la confiance, lever les malentendus et construire des solutions collectives. Les institutions régionales comme l'UEMOA et la CEDEAO, bien qu'imparfaites, restent des cadres importants pour assurer la coopération économique, la solidarité interétatique et la prévention des conflits.

En parallèle de ce désaccord avec l'UEMOA, l'AES continue de bâtir des instruments d'intégration à son image. La 8e session ordinaire de l'Autorité de Développement Intégré du Liptako-Gourma (ALG), présidée par le Général Abdourahamane Tiani, a illustré cette volonté d'inventer un modèle institutionnel nouveau, tourné vers l'action, l'efficience et la proximité avec les réalités locales.

La transformation de l'ALG en Agence d'Exécution des projets de la Confédération AES traduit une stratégie cohérente, fondée sur la maîtrise du développement par les pays eux-mêmes. Mais cette construction institutionnelle doit rester complémentaire – et non antagonique – aux structures régionales existantes. Le vrai défi est de rééquilibrer les rapports, pas de les effacer.

Les peuples du Sahel aspirent à la paix, à la sécurité, à la justice et à une prospérité partagée. L'histoire récente de la région, marquée par les violences, l'instabilité et les fractures, impose à ses dirigeants une responsabilité immense : éviter tout pas supplémentaire vers le chaos.

La souveraineté ne se conquiert pas dans l'isolement, mais dans la capacité à dialoguer avec fermeté, à négocier avec sagesse et à bâtir un consensus autour des réformes nécessaires. Quitter l'UEMOA ou créer une nouvelle monnaie ne doit pas devenir un acte de défi, mais une démarche méthodique, concertée, mûrie, au service des populations.

Ce moment charnière appelle donc à un sursaut collectif. Les partenaires régionaux doivent entendre les revendications légitimes de l'AES, tout en évitant les provocations symboliques. L'AES, de son côté, gagnerait à inscrire son action dans une logique d'ouverture stratégique, en défendant son projet souverainiste dans un cadre de coopération rénovée.

Le continent africain a besoin de plus d'unité, pas de nouvelles lignes de fracture. Le Sahel, berceau d'une Afrique en devenir, peut et doit montrer qu'il est possible de conjuguer souveraineté, responsabilité et coopération. Le moment n'est pas à la confrontation, mais à la réinvention des solidarités.

Ce que l'AES entreprend est ambitieux et porteur de sens. Mais il ne faudrait pas que la légitime quête de dignité se transforme en précipitation dangereuse. L'histoire nous enseigne que les transitions maîtrisées sont plus fécondes que les ruptures brutales. Pour éviter que les peuples du Sahel ne soient les victimes collatérales d'un bras de fer institutionnel, la voie du dialogue reste plus que jamais nécessaire.

Moctar Sow





Les maliens unis pour le Mali



Bamako Bamada · 32 min ·
PROLONGATION DE LA TRANSITION : CHOGUEL KOKALLA MAÏGA ROMPT LE SILENCE !
"N'assassinons pas l'espoir des Maliens et des Africains", tonne l'ancien Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, dans une déclaration fleuve rendue publique ce 12 juillet 2025 à Bamako.
Il dénonce une prolongation "injustifiable" de la Transition, s'inquiète du glissement progressif vers un régime personnel, et alerte sur les risques de fracture nationale.
Il appelle à tirer les leçons de l'Histoire du Mali et de l'Afrique, à revenir aux engagements initiaux de la Transition, et à éviter que les dérives actuelles ne conduisent le pays au chaos.
L'ancien chef du gouvernement revient aussi sur :
l'extension du terrorisme au Mali,
la marginalisation de la classe politique,
le détournement de la vision du Mali Kura,
le rôle de la France dans l'isolement diplomatique du pays,
et l'importance des Assises Nationales de la Refondation (ANR), ignorées par les actuels responsables du Dialogue inter-malien.
"Construisons un État et non un pouvoir ou un régime personnel", martèle-t-il.
Une tribune choc, historique, à lire absolument.
Le lien vers le texte intégral est disponible dans le premier commentaire.
#Mali #Transition #ChoguelMaiga #Politique #MaliKura #AES #BamadaNet



Sambou Sissoko



AU NOM DE QUEL AVENIR DEMANDEZ-VOUS À LA JEUNESSE D'ESPÉRER ?
Une jeunesse sous-payée, sous-employée, désœuvrée, assignée à résidence dans la précarité : voilà le portrait cruel, mais lucide, d'une génération sacrifiée au Mali. À Bamako comme à Tombouctou, à Kayes comme à Kidal, des milliers de jeunes végètent dans les marges du système, ignorés par un État plus prompt à organiser des parades militaires qu'à créer des emplois décents. Faut-il vraiment s'étonner que certains finissent par tendre l'oreille aux recruteurs jihadistes ou sombrent dans les dérives de l'extrémisme ? Ce ne sont pas les jeunes qui sont violents. C'est la société elle-même qui leur inflige, jour après jour, une violence silencieuse, systémique, institutionnalisée.
Faute d'alternatives, certains tentent l'exil. Ils affrontent le désert, la mer, la mort. Beaucoup ne reviennent jamais. D'autres, plus résignés ou moins chanceux, survivent dans les quartiers oubliés de Bamako, Mopti ou Gao, entre petits trafics, pseudo-mysticismes, deals de survie ou embrouilles à mille francs. On les accuse de perdre leurs « valeurs ». Mais qu'a-t-on fait pour qu'ils aient encore quelque chose à perdre ? La drogue, l'alcool, la violence urbaine ne sont pas des choix. Ce sont les symptômes d'un effondrement général, d'une société qui a trahi sa promesse.
Ce drame générationnel est le produit d'un échec structurel plus profond : celui d'un modèle étatique hérité de la colonisation, reconduit sans discernement par les élites postcoloniales. Un État jacobin, autoritaire, centralisé, bureaucratique. Un État conçu non pas pour servir les populations, mais pour les contrôler. Depuis 1960, nous avons simplement remplacé le gouverneur blanc par le préfet noir, mais la logique est restée la même : gouverner sans écouter, réprimer sans comprendre, et surtout, maintenir les jeunes à distance, comme une menace potentielle plutôt qu'une richesse nationale.
Résultat ? Un État omniprésent là où il n'est pas nécessaire (répression, paperasse, clientélisme) et totalement absent là où il est vital (éducation, emploi, culture, justice sociale). À force de vouloir gouverner depuis la colline de Koulouba, on a fini par oublier que le Mali est pluriel, divers, et que la jeunesse ne se réduit pas aux enfants des quartiers résidentiels de Bamako.
Dans ce pays où l'on brandit la « souveraineté retrouvée » comme un mantra, quelle place réserve-t-on à la jeunesse ? Celle d'apparaître sur les affiches de propagande militaire ou civile ? De servir de chair à canon dans une guerre sans fin, sans horizon ni stratégie ? Ou simplement celle d'attendre, en silence, dans les files d'attente de l'ANPE, pendant que les enfants des Généraux et des ministres étudient en Russie, en Turquie, au Canada loin des ruines qu'ont laissées leurs pères ?
On exige de cette jeunesse qu'elle soit « patriotique », mais on ne lui donne rien à aimer. On veut qu'elle soit « disciplinée », mais on l'humilie chaque jour dans l'informel, dans la rue, dans les ghettos. On veut qu'elle respecte la République, alors que la République elle-même a déserté ses vies. Même les syndicats et associations, autrefois refuges de conscience, sont aujourd'hui infiltrés, achetés, neutralisés.

Et pendant ce temps, les puissants se pavanent dans leurs discours creux sur le « Mali Kura », tout en creusant la tombe des espoirs de la jeunesse. Ils parlent de fierté nationale, mais détournent les yeux quand les jeunes crèvent dans les mines artisanales, meurent dans les hôpitaux sans soins ou vendent leur dignité pour survivre. Ils se

félicitent d'avoir tourné le dos à la France, mais tendent la main à Moscou, à Pékin, à Ankara. Quelle souveraineté quand nos jeunes mendient leur pain dans les rues et leurs passeports aux ambassades étrangères ?

Non, ne demandez plus à cette jeunesse de patienter, de faire confiance, de rester calme. Elle ne vous doit plus rien. Elle vous a déjà tout donné : son énergie, son silence, sa patience. Et vous lui avez rendu l'humiliation, la misère et l'exil. À force d'être méprisée, elle finira par vous ignorer. À force d'être trahie, elle finira par se lever peut-être pas dans vos urnes truquées, ni dans vos marches encadrées par les services de renseignement, mais là où vous ne l'attendez pas. Dans la rue. Dans la rage. Dans le refus.
Et si le Mali veut survivre, il devra d'abord cesser de tuer sa jeunesse. Sinon, c'est cette jeunesse qui enterrera ce pays et elle ne portera même pas le deuil.
Bon début de semaine à toutes et à tous !



Casimir Sangala



Sénégal : les militantes pour Sonko & contre Faye, un simple militant devenu Président grâce au parti ! Suivons ce théâtre avec intérêt où le nom du prochain président est connu à l'avance !

Nigeria : figure marquante de la vie politique, Muhammadu Buhari, ancien président du pays, est décédé à l'âge de 82 ans.

Cameroun: Paul Biya, 92 ans, officiellement candidat à la présidentielle à l'instant !

Villégiature pédagogique
Notre groupe de passionnés du monde rural s'est rendu ce samedi 12 juillet dans le village de Ntekedo (bourgade de 3 villages en banlieue dont Tafara) à l'invitation de l'ONG Agri vision Sahel.
Ntekedo est situé à l'ouest de Bamako, à la sortie de Sibiribougou sur les hauteurs du mont Mandingue. Il s'agit en outre d'une zone de ravitaillement par excellence de la capitale en produits frais : aubergine, tomate, haricot vert, comcombre, papaye, gombo, raisins, lait et karité.
Sur place, notre groupe a pris part à une remise d'intrants, de semences et d'attestations de formation à la coopérative locale des jeunes maraîchères et transformatrices agroalimentaires qui a pris part récemment au salon sur le financement de l'agriculture en tant qu'actrice de l'agroécologie portée et promue par la ferme école pilote de AVS.



Souleymane Malle



Lancement solennel de deux ouvrages majeurs sur l'investigation criminelle au Mali
Bamako, samedi 12 juillet 2025 – L'amphithéâtre de l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye a abrité la cérémonie officielle de lancement de deux ouvrages d'envergure consacrés à l'investigation criminelle :
• Investigation criminelle : Etude et enquête des stupefiants et substances psychotropes (Drogues)
• Investigation criminelle : La méthodologie criminalistiqued'investigation appliquée à la coruption.
Ces ouvrages, fruits de l'expertise conjuguée de praticiens chevronnés, sont signés par Alfousseyni DIAWARA, PhD, Maître Abdoulaye Guimba OUANE, avocat, et les magistrats Mamadou KASSOGUE et Kassoum KONE. Leur ambition commune est de doter les acteurs du droit, de la sécurité et de la justice d'outils pratiques, rigoureux et scientifiques face aux défis croissants de la criminalité liée à la drogue et à la corruption.
une double urgence : drogue et corruption
Prenant la parole sur le premier ouvrage, Investigation criminelle : Etude et enquête des stupéfiants et substances psychotropes, Maître OUANE a salué la présence des participants et remercié l'Office Central des Stupéfiants (OCS) pour son travail exemplaire. Il a évoqué l'importance d'une approche scientifique des drogues, substances agissant directement sur le cerveau, et souligné le rôle déterminant des enquêteurs dans la collecte et l'analyse des éléments de preuve. L'ouvrage se veut un guide méthodologique destiné à mieux com-

prendre les réalités criminelles actuelles et à améliorer l'efficacité des enquêtes.
Le second ouvrage, présenté par le magistrat Kassoum KONE, met l'accent sur la méthodologie criminalistique d'enquête appliquée à la coruption.
Il s'agit d'un manuel pratique, pensé pour les étudiants, chercheurs, agents d'enquête, officiers de police judiciaire et praticiens du droit.
L'auteur a présenté les grandes thématiques abordées : planification des enquêtes, techniques d'interpellation, perquisitions, saisies, exploitation des données informatiques, etc. Il s'agit d'une réponse méthodique et contextualisée à un fléau qui gangrène les institutions et ralentit le développement.
Un éditeur au parcours complexe
Les deux ouvrages ont été édités par EDIS SUARL, maison dirigée par Samba Niaré, figure emblématique de l'édition au Mali. Véritable pionnier dans le domaine, Ba Samba – comme l'appellent affectueusement ses pairs – a su bâtir, au fil des décennies, un impressionnant catalogue de publications dans plusieurs langues officielles et internationales. De la littérature au théâtre, des dictionnaires aux essais politiques, il a contribué à documenter et valoriser la richesse intellectuelle du pays.
Souleymane Mallé, agent du ministère de la Culture, a tenu à saluer son ancien mentor : « Ba SAMBA fut mon tout premier patron. je garde de lui l'image d'un homme profondemment bon, rigoureux et passionné. »
Un message fort du ministre de la justice
Intervenant à son tour, le ministre Mamadou KASSOGUE, magistrat et co-auteur, a tenu un discours à la fois lucide et engagé. Il a rappelé que la drogue et la corruption sont souvent les deux faces d'une même pièce : « La drogue utilise la corruption comme véhicule. le cultivateur n'est pas seul dans la chaîne ; c'est tout un système qui fonctione ensemble, souvent au détriment de notre jeunesse et de notre sécurité. »
Le ministre a souligné la porosité des frontières, l'usage croissant des drogues dures, et la nécessité d'un programme structuré et cohérent de lutte. Il a insisté sur la sensibilisation, la prévention, le renforcement des lois et la prise en charge des toxicomanes, y compris en milieu carcéral. « les sociétés écrans, les pactes corrupteurs, les délits économiques : tout cela exige des instruments juridiques adaptés, ce à quoi ces ouvrages contribuent avec pertinence », a-t-il conclu.
Des échanges riches et des perspectives ouvertes
La séance a été marquée par de nombreux échanges avec le public. Les auteurs ont répondu avec clarté aux questions sur les méthodes d'enquête, les pratiques de perquisition, les mécanismes de blanchiment et l'importance d'une formation continue pour les magistrats et enquêteurs. Les participants ont unanimement salué la pertinence des ouvrages et recommandé leur large diffusion, notamment au sein de l'OCS, des universités, et des institutions judiciaires.
En conclusion
Ce lancement d'ouvrages intervient à un moment crucial où la criminalité organisée, la toxicomanie et la corruption exigent des réponses plus structurées, professionnelles et durables. À travers cette initiative intellectuelle, les auteurs et l'éditeur contribuent à éclairer les chemins d'une justice plus efficace, d'une sécurité renforcée et d'une gouvernance plus intègre.
Une annonce particulière a été faite : celle de rencontrer les auditeurs de la citoyenneté dans les prochains jours et, dans les mois à venir, de produire des fascicules à l'usage des apprenants du fondamental et du secondaire.
La cérémonie s'est clôturée par une visite des stands d'exposition des ouvrages, suivie d'un moment convivial autour d'une collation.
Souleymane MALLE



Adam Dicko



Actu.Dakar #Juin2025
Ce fut un véritable honneur pour moi de contribuer à l'organisation et de participer aux Deuxièmes Assises africaines de la démocratie à Dakar, du 19 au 22 juin 2025, sous la direction du professeur Achille MBEMBE.
Ces journées de réflexion ont rassemblé des acteurs, chercheurs, citoyens et leaders engagés autour du thème central : la démocratie substantive , la souveraineté et la sécurité humaine en Afrique.
Face à un contexte mondial de plus en plus marqué par la coercition et la remise en question du droit international, l'Afrique traverse des transformations rapides et complexes. Les mouvements sociaux, les revendications identitaires, la contestation des formats politiques hérités des années 1990, ainsi que la montée du néo-souverainisme, témoignent d'un continent en pleine mutation. Cependant, cette dynamique s'accompagne d'un désir profond des populations de vivre dans des États de droit, respectueux des libertés fondamentales, où l'alternance et la régénération sociale sont envisagées comme des vecteurs de progrès.
Les échanges ont souligné l'importance de bâtir une démocratie ancrée dans nos héritages culturels, nos langues et nos savoir-faire, en valorisant le rôle des communautés de base, des jeunes et des femmes. Fondation de l'innovation pour la démocratie, qui a organisé ces rencontres, œuvre pour renforcer la résilience démocratique par

la recherche, la formation, le réseautage et l'accompagnement des acteurs locaux. Elle promeut une démocratie vivante, inclusive, et tournée vers la justice sociale, la protection du vivant, et la souveraineté du continent. Ces journées ont ainsi renforcé la conviction que la démocratie doit être une démocratie de proximité, enracinée dans la réalité et les aspirations de ses peuples, en constante transformation et en quête d'alternatives innovantes.
#democracy #vivant
#AgirPourLeChangement



Mali Actu

Météo Capricieuse à #Kangaba : La Campagne Agricole 2025 Face à un Début de Saison des Pluies Aléatoire !
La campagne agricole 2025 à Kangaba est prometteuse, mais elle fait face à un défi majeur : un démarrage tardif des pluies. 🌧️ Au 11 juillet 2025, seulement 333 mm ont été enregistrés, loin des 855,6 mm de l'an dernier ! Ce déficit inquiète, impactant déjà des zones comme #Naréna, même si des traitements sont en cours pour protéger le maïs des chenilles légionnaires.
Malgré tout, les objectifs restent ambitieux : 113 984 tonnes de céréales et 18 240 tonnes de cultures maraîchères. Le coton, lui, montre des avancées remarquables avec 3 472 hectares déjà cultivés, soit



96% de l'objectif ! Les cultures de mil, riz et maïs sont en bonne voie.
Que pensez-vous de ces défis climatiques et des efforts des agriculteurs ? Partagez vos idées pour soutenir l'agriculture à Kangaba!
#Mali #Kangaba #Agriculture #Climat #SécuritéAlimentaire
La Rédaction

Mali : La FMED Déclare la Gu€rre à la Faim avec "AN KO DOUN KA FA" !
Soutenons Nos Familles Vulnérables !
Face à une crise alimentaire grandissante au Mali, la Fondation Malienne pour l'Entraide et le Développement (FMED) a lancé son projet crucial "AN KO DOUN KA FA" ce vendredi 11 juillet 2025, depuis l'hôtel Sofitel de l'Amitié. Présidée par M. Moussa Mara, cette initiative nationale de solidarité, qui s'étendra jusqu'au 31 octobre 2025, vise à unir le #Mali et sa diaspora dans la lutte contre la faim, une menace grandissante selon les chiffres alarmants du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.
Le projet "AN KO DOUN KA FA" a pour but de collecter des denrées essentielles (riz, mil, huile, sucre, etc.) et des fonds pour créer des kits alimentaires destinés aux familles les plus démunies, en ville comme en campagne. M. Aboul Karim Konaté, coordinateur de la FMED, a souligné cette réponse "collective, humaniste et patriotique" pour mobiliser tous les Maliens autour du partage et de l'entraide. Mme Diarra Maïmouna Famata a salué cette contribution vitale.
Rejoignez ce mouvement essentiel ! Comment pouvez-vous aider ? Partagez vos idées et montrez votre soutien !
#Mali #UrgenceAlimentaire #Solidarité #FMED #AnKoDounKaFa #CombatContreLaFaim
La Rédaction



Présidentielles au Cameroun : Paul Biya candidat



Paul Biya, président de la République du Cameroun depuis 1982, a récemment annoncé sa candidature pour un huitième mandat consécutif lors de l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 2025. Cette annonce a été faite directement par l'intéressé via son compte officiel sur le réseau social X. À l'âge de 92 ans, Paul Biya affirme sa détermination à servir le pays face aux défis actuels, décrivant le contexte national et international comme de plus en plus contraignant. Avec plus de 42 ans de règne ininterrompu à la tête de l'État camerounais, Paul Biya est l'un des dirigeants les plus anciens encore en exercice dans le monde. Dans sa déclaration, il met en avant sa volonté de garantir la sécurité et le bien-être de la population camerounaise, tout en reconnaissant que des défis subsistent malgré les progrès accomplis pendant sa gouvernance.

Il est intéressant de noter que cette annonce de candidature n'a pas été précédée d'une consultation officielle des organes dirigeants du parti présidentiel, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Cela suggère une démarche personnelle de la part du président-candidat.

Cette candidature intervient dans un contexte où le camp Biya montre des signes de fragilité, avec le départ de plusieurs figures politiques importantes qui prennent leur distance avec le pouvoir en place. Des personnalités telles qu'Issa Tchiroma Bakary et Bello Bouba Maïgari ont annoncé leur candidature à la présidentielle, illustrant un élargissement du champ politique au Cameroun.

En réaction à ces départs, le pouvoir a renforcé ses consultations avec les barons régionaux et les soutiens traditionnels du président, dans le but de maintenir une base solide pour la campagne électorale à venir. Le paysage politique camerounais semble donc en pleine évolution, avec des défis et des opportunités qui se dessinent pour les différents acteurs engagés dans la course à la magistrature suprême.Face à la prochaine élection présidentielle au Cameroun, l'opposition semble prendre en considération les expériences des scrutins précédents pour mieux se préparer. Maurice Kamto, le leader du MRC qui était le principal challenger lors de la présidentielle de 2018, a déjà confirmé sa participation. De même, Cabral Libii, jeune leader du PCRN et figure montante de la scène politique, est également en lice pour cette élection.

Le décret présidentiel fixant la date de l'élection au 12 octobre a été publié le 11 juillet. Les candidats à la présidence ont jusqu'au 21 juillet 2025 pour déposer officiellement leur candidature auprès d'Élections Cameroun (ELECAM). Cette période est cruciale pour les candidats afin de rassembler leur dossier de candidature, de mobiliser leurs équipes de campagne et de préparer leur programme électoral.

Arouna Sidibé

Lutte antiterroriste : Les fama frappent un centre logistique des groupes armés près de Ber



Les Forces Armées Maliennes (FAMa) ont infligé un nouveau revers aux groupes terroristes dans le cadre de leurs opérations de sécurisation du territoire national. Le vendredi 11 juillet 2025, une unité en mission de reconnaissance offensive a identifié et détruit un important dépôt logistique de carburant appartenant à des groupes armés, situé à environ 42 kilomètres à l'Est de la localité de Ber, dans la région de Tombouctou.

Selon les informations communiquées par l'État-major général des armées, cette intervention ciblée s'inscrit dans une série d'opérations coordonnées visant à démanteler les réseaux logistiques et les points d'appui des terroristes dans le Nord du pays. En parallèle, plusieurs hameaux servant de points de transit aux groupes armés ont été détruits dans le secteur de Gossi, région de Gao.

La veille, jeudi 10 juillet, une autre opération d'envergure a permis de neutraliser des éléments armés qui suivaient un convoi militaire entre Ménaka et Ansongo. L'appui aérien des FAMa a été crucial pour anéantir la menace avec efficacité.

Ces dernières actions témoignent de la montée en puissance des forces de défense maliennes dans leur stratégie de lutte contre le terrorisme. L'État-major assure que la recherche, la localisation et la destruction des groupes terroristes se poursuivent sans relâche sur l'ensemble du territoire.

Fatou Sissoko

Le ministre Diop à ''MALI KURA TAASIRA 3'' : Les services diplomatiques et consulaires digitalisés



Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, a récemment participé à l'émission 'Mali Kura Taasira 3' le vendredi 4 juillet dernier. Au cours de cette émission, il a abordé divers sujets liés à l'actualité diplomatique du Mali, ainsi que l'état des relations avec les pays amis, tout en mettant en avant les perspectives pour l'avenir.

Une des principales annonces faites par le Ministre Diop concerne la mise en place d'une solution informatique sécurisée dans les Missions diplomatiques et consulaires du Mali depuis mars dernier. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la digitalisation de l'administration publique malienne, conformément à la vision du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta. Grâce à cette numérisation, le Mali a pu délivrer près de 4000 visas depuis sa mise en place.

La coopération entre le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et d'autres ministères tels que ceux de l'Administration Territoriale, de la Sécurité, des Finances, des Maliens établis à l'étranger, de la Communication et les Services de la Présidence a été essentielle pour la réussite de cette initiative.

Le Ministre Diop a souligné que la digitalisation des services diplomatiques et consulaires a permis de soulager, de moderniser le système, d'assurer la transparence des démarches et de renforcer la sécurité des données biométriques. Ce progrès a conduit à la délivrance de près de 4000 visas dans un laps de temps relativement court.

En ce qui concerne les perspectives, le Ministre a mis en avant la digitalisation des documents d'état civil et la délivrance de passeports et autres documents indispensables pour les ressortissants maliens. Cette avancée est perçue comme un pas significatif pour la gouvernance malienne en faveur de la Diaspora qui éprouve souvent des difficultés pour obtenir des documents officiels de leur pays d'origine.

La digitalisation des services diplomatiques et consulaires du Mali représente un progrès majeur pour le pays, facilitant les démarches administratives pour les citoyens et renforçant la transparence et la sécurité des données dans le domaine de la diplomatie.

Moussa Diarra

Koulikoro : Sortie de la 37ème promotion de l'école d'état-major et de commandement



La 37ème promotion de l'École d'État-Major et de Commandement a reçu, le vendredi 11 juillet 2025, ses insignes et diplômes lors d'une cérémonie organisée sur la place d'armes du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy.

Présidée par le Général de Division Sidiki SAMAKE, Secrétaire Général du Ministère de la Défense, l'événement a réuni des figures majeures du monde militaire, dont le Général de Division Keba SANGARE, Chef d'État-Major Général Adjoint des Armées, ainsi que de nombreux parents et amis venus saluer le parcours des stagiaires.

Une formation d'excellence pour 32 officiers venus de 10 nations africaines à savoir : 14 du Mali, 05 du Niger, 04 du Burkina Faso, 01 du Sénégal, 02 de la Mauritanie, 02 du Cameroun, 01 du Maroc, 01 du Tchad, 01 de la République Centrafricaine, 01 de la Guinée Conakry. Durant plusieurs mois, ils se sont formés aux techniques de travail en état-major, à la planification opérationnelle, au leadership, à l'expression militaire, ainsi qu'à l'anglais et aux outils numériques.

Le Capitaine Latyr SENE du Sénégal est le major de la promotion, avec une moyenne remarquable de 14,79/20. Il s'est distingué parmi ses pairs, incarnant les valeurs de rigueur, discipline et esprit d'initiative mises en avant par le Colonel Ismaël Diakité, commandant de l'école.

Le Général Moussa Yoro KANTÉ, Directeur des Écoles Militaires, a salué le dévouement des encadrants et la soif d'apprendre des stagiaires. Le Général SANGARE a quant à lui rappelé le rôle central de cette école : former des officiers capables d'intégrer les états-majors mais aussi de prendre le commandement sur les théâtres d'opérations.

Une promotion tournée vers l'avenir, prête à relever les défis sécuritaires régionaux avec compétence et détermination.

1ère Cl Amadou Moussa COULIBALY
Source: Forces Armées Maliennes



INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Le FAFPA en chantier : Vers une refonte stratégique de la formation professionnelle au Mali



Sous la présidence de Mme Oumou Sall Seck, ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) a lancé un important atelier d'échanges au sein de son siège à Bamako. Cette initiative s'inscrit dans un vaste chantier de révision des outils de gouvernance et de gestion du système de formation professionnelle malien.

Cet atelier stratégique, tenu dans une atmosphère de concertation et de réflexion collective, vise à actualiser les outils de travail prioritaires du FAFPA. En d'autres termes, il s'agit de revoir en profondeur les instruments administratifs, techniques et financiers qui encadrent les missions du fonds, dans le but d'optimiser son efficacité et son impact sur le terrain.

La session inaugurale s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités : membres du cabinet ministériel, directeur général du FAFPA, chefs d'antennes régionales, et représentants des structures déconcentrées issues des 14 régions du pays. Une mobilisation significative, qui traduit la volonté d'ancrer cette réforme dans une approche participative, fondée sur l'expérience du terrain.

L'atelier s'articule autour de plusieurs axes majeurs :

- Révision et validation des outils opérationnels : fiches techniques, grilles d'évaluation, mécanismes de suivi, etc.
- Présentation des grandes orientations du programme 2025, adopté en avril, qui trace les priorités stratégiques du FAFPA pour les douze mois à venir.
- Mise à jour des procédures inspirées du manuel administratif, financier et comptable révisé, pour plus de transparence, de rigueur et d'efficacité.
- Élaboration d'une nouvelle vision stratégique pour repositionner le FAFPA comme un acteur



central du développement des compétences et de l'insertion professionnelle.

Prenant la parole à l'ouverture des travaux, Mme Oumou Sall Seck a rappelé la place centrale que la formation professionnelle doit occuper dans les politiques publiques de développement. « Les enjeux sont cruciaux : dans un pays comme le nôtre, confronté à un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes et les femmes, la formation professionnelle représente une passerelle vers l'autonomisation et la dignité par le travail. »

Elle a salué la qualité du travail réalisé jusque-là par le FAFPA, tout en appelant à une adaptation continue aux évolutions du marché du travail, aux réalités locales et aux défis émergents. Elle a particulièrement insisté sur l'importance de l'inclusion territoriale, félicitant l'implication active des antennes régionales dans la dynamique de réforme : « C'est en tenant compte des spécificités de chaque région que nous pourrons bâtir un système national cohérent, juste et efficace. »

Ce processus de révision des outils du FAFPA intervient dans un contexte marqué par des mutations profondes du marché de l'emploi, aussi bien au niveau national qu'international. L'accélération technologique, les mutations économiques et la démographie galopante du Mali imposent une adaptation constante des dispositifs de formation.

L'implication des antennes régionales dans cet atelier revêt donc une portée stratégique : leurs retours d'expérience, leurs difficultés et leurs innovations locales enrichiront les outils de gouvernance du FAFPA, tout en favorisant une meilleure appropriation des politiques de formation à la base.

À travers cette démarche structurée, le ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ambitionne de faire du FAFPA un instrument stratégique de transformation sociale. Mieux formés, mieux encadrés et mieux insérés, les jeunes maliens pourront ainsi devenir les acteurs du changement, de la relance économique et de la paix durable. L'atelier en cours marque donc un pas décisif vers une réforme ambitieuse, centrée sur la qualité, l'équité, la transparence et l'impact. À l'issue des travaux, les nouvelles orientations et outils validés seront mis en œuvre progressivement, avec un dispositif de suivi-évaluation renforcé.

À l'heure où le Mali cherche des solutions structurelles aux défis de l'emploi et de la pauvreté, la refondation du système de formation professionnelle apparaît comme une priorité nationale. L'atelier du FAFPA, placé sous le leadership déterminé de Mme Oumou Sall Seck, témoigne d'une volonté politique forte d'agir avec méthode, concertation et efficacité.

Une étape majeure vient d'être franchie. Reste à transformer l'élan en résultats tangibles pour les bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national.

Yacouba Ongoiba

Vers une nouvelle ère de coopération régionale : L'ALG se transforme en Agence de Développement de la Confédération AES



Les Chefs d'État du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont pris part à la 8 session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Autorité de Développement Intégré du Liptako-Gourma (ALG), tenue en visioconférence. Cette session, présidée par Son Excellence le Général d'Armée Abdourahamane TIANI, Président de la République du Niger et président en exercice de la Conférence, marque un tournant décisif dans le processus d'intégration régionale au sein de la Confédération des États du Sahel (AES).

Étaient présents à cette réunion de haut niveau:

• Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali,

• Le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, Président du Faso et Chef de l'État du Burkina Faso, aux côtés du Président hôte, le Général Abdourahamane TIANI.

Cette rencontre visait à faire le point sur les réalisations de l'ALG et à prendre des décisions structurantes en lien avec les nouvelles orientations de la Confédération AES. Le dossier central portait sur la transformation institutionnelle de l'ALG en un véritable bras opérationnel de la Confédération, pour une mise en œuvre plus efficace des projets de développement dans l'espace sahélien.

Dans son intervention, le Président Assimi GOÏTA a salué les efforts fournis par l'ALG depuis sa création et souligné la nécessité de son adaptation aux réalités contemporaines. « Face aux mutations géopolitiques actuelles, tant mondiales que régionales, particulièrement au Sahel, l'ALG doit s'adapter aux nou-

veaux défis pour accomplir pleinement sa mission », a-t-il affirmé avec fermeté.

Au terme des discussions, plusieurs décisions majeures ont été entérinées :

- **La transformation de l'ALG en Agence de Développement pour l'AES, avec une nouvelle mission centrée sur l'exécution des projets stratégiques de la Confédération.**
- **Le maintien du siège de l'institution à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso.**
- **La désignation prochaine d'un Administrateur provisoire, chargé de superviser la transition.**
- **La réalisation d'un audit préalable pour faire l'état des lieux de l'institution.**
- **Le transfert progressif des missions actuelles vers la nouvelle structure réformée.**
- **Une échéance fixée au 31 décembre 2025 pour achever le processus de transformation.**

Ces décisions traduisent une volonté partagée des dirigeants de l'AES de repenser les outils de coopération régionale afin de répondre aux aspirations profondes de leurs peuples.

Prenant la parole, le Président malien a insisté sur la nécessité d'optimiser l'existant plutôt que de créer de nouvelles structures coûteuses. Il a souligné que cette transformation institutionnelle vise à :

« traduire notre volonté commune de prendre en compte les réalités géopolitiques actuelles, mais aussi la nécessité d'ajuster les structures de notre organisation face aux défis du moment. »

Pour lui, il s'agit avant tout d'un changement rationnel, stratégique et cohérent, permettant de renforcer la souveraineté collective tout en évitant les lourdeurs administratives. Il a également insisté sur la mission de capitaliser les acquis et l'expérience de l'ALG :

« Cette démarche nous évitera la création de structures supplémentaires dont le fonctionnement serait coûteux pour nos États. En réaménageant l'existant, tout en tenant compte des nouvelles réalités de notre espace confédéral, nous réussirons à atteindre nos objectifs de développement. »

Les Chefs d'État ont instruit leurs ministres de tutelle et les experts sectoriels de proposer sans délai une nouvelle forme institutionnelle pour l'ALG, avec des missions clarifiées, des mécanismes de pilotage modernisés, et des indicateurs de performance en lien avec les objectifs de la Confédération.

La nouvelle structure devra également intégrer une dimension souverainiste, en cohérence avec les idéaux de l'AES : autodétermination, solidarité sahélienne, appropriation des ressources, et renforcement de l'unité stratégique des peuples.

La session s'est achevée dans un esprit d'unité, de convergence et de responsabilité collective. Les Chefs d'État ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une intégration régionale renforcée, fondée sur la solidarité, la souveraineté et l'efficacité. La transformation de l'ALG en Agence de Développement de l'AES marque une nouvelle étape dans la refondation des outils de coopération au Sahel.

L'avenir de la région sahélienne passe désormais par des institutions agiles, unifiées et capables d'agir rapidement pour répondre aux besoins des populations. L'ALG réformée s'apprête à relever ce défi.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Célébration de l'Indépendance des États-Unis à Bamako : Un hommage appuyé à la coopération maliano-américaine



L'ambassade des États-Unis au Mali a célébré, ce mardi, le 249 anniversaire de l'indépendance américaine lors d'une réception officielle organisée à la résidence de l'Ambassadeur Rachna Korhonen. L'événement a réuni de nombreuses personnalités maliennes, membres du corps diplomatique et partenaires internationaux, dans un esprit de convivialité et de dialogue renouvelé.

Parmi les hôtes de marque figuraient le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, ainsi que la ministre de la Santé et du Développement social, colonel Assa Badiallo Touré, venus représenter les plus hautes autorités de l'État malien à cette occasion symbolique.

Prenant la parole au nom du Gouvernement de la Transition, le ministre Abdoulaye Diop a exprimé les sincères félicitations du Mali au peuple et au gouvernement américains. Il a également adressé, avec compassion, les condoléances officielles du Mali aux États-Unis, suite aux récentes inondations meurtrières survenues au Texas.

Dans une allocution empreinte de diplomatie et de franchise, le ministre a salué l'histoire riche de la coopération entre le Mali et les États-Unis, affirmant que celle-ci s'est « solidement bâtie depuis les premières heures de l'indépendance du Mali dans un esprit de compréhension et d'ouverture ». Il a souligné l'importance de poursuivre et de renforcer cette relation dans un contexte mondial complexe, appelant à « une lecture lucide, un équilibre dans les appréciations et une constance dans les réactions ».

Le ministre a tenu à rendre un hommage appuyé à Mme Rachna Korhonen pour sa contribution à la redynamisation des relations bilatérales. « Je salue la contribution positive de l'Ambassadeur Korhonen et de l'équipe qui l'entoure à la redynamisation des liens entre nos deux pays », a-t-il déclaré, soulignant l'impact positif de son action diplomatique dans une période marquée par les réajustements stratégiques au niveau international.

Le discours du chef de la diplomatie malienne a mis en lumière une convergence de vues croissante entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la gestion rigoureuse de l'aide publique au développement. Il a salué la volonté de l'administration américaine de renforcer les mécanismes de contrôle pour éviter que cette aide ne soit détournée de son objectif initial au profit d'agendas déstabilisateurs.

« Le Gouvernement du Mali reconnaît et salue également la nouvelle orientation de l'administration américaine en ce qui concerne le contrôle accru de l'aide publique au développement afin qu'elle s'inscrive dans le cadre de l'appui aux efforts de l'État au bénéfice des populations défavorisées », a affirmé le ministre Diop.

Sur le plan économique, le ministre a salué les initiatives en cours visant à renforcer les échanges et les investissements entre les deux pays. Il a notamment mentionné la participation malienne à la rencontre « SelectUSA » tenue récemment à Washington, qui a permis de mettre en relation les opérateurs économiques maliens et américains.

Dans cette dynamique, il a annoncé la tenue prochaine du Forum international de la diaspora à Bamako, du 17 au 19 juillet 2025, en présence de membres de la diaspora malienne établie aux États-Unis. Cette rencontre vise à renforcer le climat des affaires au Mali tout en mobilisant les ressources humaines et financières de la diaspora pour le développement national.

Évoquant la dynamique politique entre les deux États, le ministre Diop a exprimé l'espoir que les récentes visites et celles à venir de personnalités américaines au Mali puissent marquer un tournant dans le dialogue politique. Il a réaffirmé la disponibilité du Mali à coopérer avec tous les partenaires, dans le strict respect de sa souveraineté, de ses choix stratégiques et des intérêts vitaux de son peuple.

En conclusion de son discours, le ministre Diop a souhaité « une bonne fête nationale aux États-Unis », formulant des vœux de « fierté pour le passé, d'optimisme pour l'avenir, et de gratitude pour les liens unissant les deux nations ».

Cette réception fut plus qu'un moment de célébration : elle a servi de plateforme pour réaffirmer une volonté commune de coopération fondée sur le respect mutuel, la souveraineté partagée, et la recherche de solutions concrètes aux défis économiques, sociaux et sécuritaires.

Yacouba Ongoiba



De la rectification à la stabilisation : Le pouvoir du discours !

Nous sommes en mai 2021 le président de la transition bah ndaw vient d'effectuer un remaniement ministériel. deux poids lourds du comité national pour le salut du peuple (cnsp) à savoir sadio camara et modibo koné sont absents de la liste.



Il n'aura fallu que quelques heures pour que Assimi Goïta, alors colonel et vice-président de la transition, n'intervienne pour "déposer" le président Ndaw. Si certains qualifient cet acte de "second coup d'Etat", le discours officiel retiendra l'appellation "rectification de la trajectoire de la transition." Engagement avait été pris de respecter le délai initial de dix-huit mois de transition. Toutefois, au gré des circonstances, ce délai est endossé désormais à la "stabilisation" du pays. Comme quoi, les mots ont du sens, mieux ils ont du pouvoir!

Dès lors, nous entrons dans une période où le discours façonne les représentations sociales et politiques. Dans un article publié en octobre 2024, nous qualifions cela de "gouvernance rhétorique". Cet article vise à analyser l'impact du discours dans la pérennisation du régime de transition au Mali.

La langue de coton ou les concepts fédérateurs

Le concept de langue de coton nous vient de François-Bernard Huyghe. Il désigne tous les mots ou expressions dont il est difficile de



s'opposer au risque d'être accusé de mauvaise foi. Si l'on se place dans le contexte malien, ce sont des expressions comme : recouvrer l'intégrité du territoire national ; instaurer la paix, refonder l'Etat, restaurer la souveraineté nationale, jusqu'à la stabilisation du pays.

On retrouve ces expressions dans tous les discours officiels. Comme nous l'avons indiqué plus haut, elles forcent d'une certaine manière l'adhésion de l'opinion publique. En effet, qui serait contre l'instauration de la paix? Ou contre la stabilisation du pays? En choisissant de fixer la fin de la transition à la stabilisation du Mali, les autorités de transition laissent peu de place à des voix discordantes car celles-ci peuvent rapidement être qualifiées d'ennemis de la nation."

Toutefois, l'emploi de la langue de coton contient un biais. Ce biais est lié à la sémantique de ces mots ou expressions. En sémantique, il y a ce qu'on appelle la télicité. C'est un test qui permet de vérifier l'extension temporelle ou la délimitation temporelle. Une action est dite télique lorsqu'elle est délimitée dans le temps. Exemple : Le président de la transition a posé la première pierre de l'usine de raffinerie d'or en mai. En revanche, lorsqu'une action n'est pas délimitée dans le temps, elle est dite atélique, il y a donc une extension temporelle. En effet, on ne peut dire : Nous allons restaurer la paix en août ou encore le pays sera stabilisé en décembre.

Ceci pour mettre en exergue le pouvoir du discours en cette période de transition. Mais au demeurant, il doit être accompagné d'actions concrètes pour maintenir l'adhésion de l'opinion publique.

Brehima Sidibé
Doctorant en Analyse du discours politique.
SOURCE : MALI TRIBUNE



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Semaine culturelle UCAO-UUBA : Former les leaders de demain

Du 1er au 5 juillet 2025, l'université catholique de l'afrique de l'ouest – unité universitaire de bamako (ucao-uuba) a vibré au rythme de sa semaine culturelle autour du thème »ethique et leadership : former les leaders de demain ».

Entre remise de diplômes, prestations artistiques et culturelles, concours, débats et sport, la semaine a été celle des échanges culturels, de la créativité et de la célébration des talents ayant en lumière l'engagement de la jeunesse.

Mardi 1er juillet : coup d'envoi officiel sur le campus de Hamdallaye. Après la messe, a eu lieu l'ouverture de cette sixième édition par Dr Yvonnick Dakoury Zoni. Il a mis l'accent à cette occasion, sur l'urgente nécessité de combattre ce qu'il considère comme « un fléau », à savoir « le terrorisme de la paresse, de la facilité et de la médiocrité intellectuelle... si nous ne voulons pas que la mort intellectuelle et morale soit à la trousse de notre jeunesse estudiantine si fragile ».

Un des clous de cette semaine culturelle fut la journée du mercredi marquée par la remise solennelle de diplômes au CICB, où 250 diplômés, 66 en Master et 184 en Licence, ont reçu leurs parchemins en Journalisme et Communication (81), en Sciences Juridiques (84), en Sciences Economiques et de Gestion (83) et en Sciences de l'Education (2).

Les majors de promotion Jeanne Marie Samaké, Gérard Zala, Siré Goïta, Tenindjan Soumaoro et Abdoulaye Dicko, ont reçu des prix spéciaux et ont été célébré au nom de l'excellence académique. A cette occasion, la directrice académique, Dr Sœur Thérèse Samaké, a salué un « parcours d'efforts, de sacrifices, de dépassement de soi », avant de rappeler aux 250 lauréats du jour que « recevoir un diplôme est plus qu'une distinction académique », mais surtout « une invitation à l'engagement et à la responsabilité sociale. Dr. Zufo Alexis Dembélé, doyen de l'UFR Journalisme et Communication, a affirmé que cette célébration symbolique de l'excellence « va donner envie à d'autres d'être plus ardus au travail ».

L'autre temps fort a été la finale du débat académique. Le premier prix a été remporté par l'UFR Sciences Juridiques, le deuxième par l'UFR Sciences Economiques et de Gestion, le troisième par l'UFR Journalisme et Communication.

La dernière journée a mis aux prises les délégations qui ont mis les petits plats dans les grands pour revisiter les saveurs typiques de leurs pays respectifs. À l'arrivée, le Cameroun s'est distingué devant la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso sur le podium.

D'autres remises de prix ont eu lieu. Pour le Festival de cinéma Festi-ciné, les lauréats ont été Binta Bagayoko avec Le journalisme : un métier de vérité, Sounkoura Bomba, Anna Traoré et Jules Bayala avec Le Cèbilencè: masque et mémoire, les deux films étant les seuls en compétition.

Pour ce qui est des films fiction, Le cauri magique de Fatoumata Djourté et Hamadoun B. Touré a remporté l'or devant La malédiction des Kane de Binta Bagayoko et Haoua Moussa Konaté (Argent) et Le poids de la tradition de Jecolia Dakouo pour le bronze.

Moriba Camara
SOURCE : MALI TRIBUNE



Afrique du Sud : Le ministre de la police suspendu



Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a récemment pris une décision en annonçant la création d'une commission d'enquête judiciaire visant à élucider les allégations d'infiltration des forces de sécurité et du système judiciaire par un réseau criminel sophistiqué. Cette initiative fait suite aux révélations du lieutenant-général Nhlanhla Sibusiso Mkhwanazi, commissaire provincial de la police au KwaZulu-Natal, lors d'une conférence de presse tenue le 6 juillet. Mkhwanazi a dénoncé l'existence d'un "syndicat criminel" opérant au sein de la police, des services de renseignement, de la justice et de la magistrature, et dirigé par un cartel de la drogue. Ce réseau, selon ses dires, impliquerait des politiciens, des responsables des forces de l'ordre, des procureurs et des hommes d'affaires.

Face à ces accusations préoccupantes pour la Constitution, l'État de droit et la sécurité nationale, le président Ramaphosa a jugé primordial de préserver la crédibilité des institutions de maintien de l'ordre. C'est dans ce contexte que la commission d'enquête sera présidée par le juge en chef adjoint par intérim Mbuyiseli Russel Madlanga, avec le soutien des avocats Sesi Baloyi et Sandile Khumalo. Cette commission aura pour mission d'enquêter sur l'infiltration des structures de sécurité, d'évaluer les éventuelles complicités ou négligences de hauts responsables actuels ou anciens, et de formuler des recommandations en vue de poursuites, de sanctions et de réformes.

Pour assurer le bon déroulement des travaux, le président Ramaphosa a décidé de placer le ministre de la Police, Edward Senzo Mchunu, en congé immédiat, confiant l'intérim au professeur Firoz Cachalia. Il a également souligné l'importance pour la commission d'agir avec rigueur et célérité face à la gravité des accusations. Des rapports intermédiaires devront être soumis au bout de trois et six mois, avant la remise du rapport final au président, au président de l'Assemblée nationale et au chef de la justice.

Cette commission d'enquête judiciaire revêt une importance cruciale pour garantir la transparence, l'intégrité et l'efficacité des institutions sud-africaines de maintien de l'ordre, et pour lutter contre toute forme de corruption et de collusion entre acteurs publics et privés.

Arouna Sidibé

Le Nigéria en deuil : Décès de l'ex-chef d'État Muhammadu Buhari à l'âge de 82 ans

L'ex-président du Nigeria, Muhammadu Buhari, est décédé ce dimanche à l'âge de 82 ans à Londres, laissant derrière lui un héritage marqué par son engagement dans la lutte contre la corruption et la promotion de la transition démocratique dans son pays.

Muhammadu Buhari, qui avait une carrière militaire, a dirigé le Nigeria pour la première fois en tant que chef d'État militaire de 1983 à 1985. Après plusieurs tentatives électorales, il est revenu au pouvoir en 2015 en étant élu président démocratiquement. Durant son mandat, il s'est distingué par sa ferme volonté de lutter contre la corruption, un fléau majeur dans le pays, et a également cherché à diversifier l'économie en mettant l'accent sur le développement du secteur agricole.

Son deuxième mandat s'est achevé en 2023, laissant place à Bola Ahmed Tinubu qui lui a succédé à la tête de l'État fédéral du Nigeria. Muhammadu Buhari est décrit comme un dirigeant rigoureux, salué pour ses efforts dans la lutte anticorruption, mais également critiqué pour son autoritarisme. Son héritage politique est marqué par sa volonté de réformer un pays confronté à de nombreux défis sécuritaires et économiques.

La disparition de Muhammadu Buhari laisse un vide dans la scène politique nigériane et soulève des questions sur le futur de la lutte contre la corruption et la consolidation de la démocratie dans le pays. Ses partisans saluent son engagement en faveur de l'intégrité et de la transparence, tandis que ses détracteurs pointent du doigt son style de gouvernance parfois jugé autoritaire. Les funérailles de l'ex-président devraient rassembler une foule de personnalités politiques et de citoyens nigérians pour rendre hommage à celui qui a marqué l'histoire récente du pays par son action politique.

Arouna Sidibé



Ligue féminine de football américain : Aïssata traoré devient la première joueuse malienne de la discipline



La joueuse malienne Aïssata Traoré poursuit son ascension dans le monde du football en signant un contrat de trois ans avec le club américain Boston Legacy FC. Ce vendredi, le club a officialisé cette signature qui la lie jusqu'à la saison 2028 de la NWSL, la ligue professionnelle de football féminin aux États-Unis.

À seulement 27 ans, Aïssata Traoré devient la première recrue internationale de Boston Legacy FC, marquant ainsi une étape historique en devenant la première joueuse malienne à évoluer dans cette ligue renommée. Son parcours impressionnant a attiré l'attention du club américain, qui voit en elle un atout majeur pour renforcer son effectif.

Avant de rejoindre l'équipe de Boston pour sa première pré-saison en 2026, Aïssata Traoré restera prêtée au club français du FC Fleury 91, où elle a déjà montré toute l'étendue de son talent. En effet, depuis son arrivée en 2024, elle a inscrit neuf buts et délivré quatre passes décisives en 20 matchs, confirmant ainsi sa capacité à briller sur les terrains français.

Avant son passage à Fleury, Aïssata Traoré a évolué au sein de Guingamp en France de 2019 à 2024, puis au Besiktas en Turquie la même année. Son expérience internationale ne se limite pas à son parcours en club, car depuis 2018, elle est un élément clé de l'équipe nationale du Mali. Son engagement et ses performances ont contribué à mener sa sélection jusqu'en demi-finales de la Coupe d'Afrique des Nations féminine cette année-là.

Avec ce nouveau chapitre qui s'ouvre pour Aïssata Traoré au sein de Boston Legacy FC, les attentes sont grandes pour cette joueuse talentueuse qui continue de repousser les limites et de s'imposer comme une figure incontournable du football féminin à l'échelle internationale.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous attendez des changements de l'extérieur, aujourd'hui. Votre vitalité en hausse vous pousse à partager avec les autres, n'hésitez pas, mais sans entrer dans des polémiques, qui ne seront que des impasses.
Vous vous montrez confus et on doute de vous. Vos partenaires vous regardent en chiens de faïence et vous êtes obligé de clarifier vos intentions pour retrouver leur confiance. Maîtrisez vos paroles qui dépassent parfois vos pensées et nuisent à votre crédibilité.

Taureau (20 avril- 19 mai)

C'est avec confiance que vous allez vous tourner entièrement vers la réalisation de vos projets. Votre forme retrouve un meilleur niveau, vous vous sentez d'aplomb pour affronter ce qui doit l'être, ne vous dispersez pas en paroles stériles. Si vous vous attelez à agir pour réaliser vos projets, votre optimisme en hausse vous aidera considérablement. En effet, vous avez de l'énergie à revendre pour balayer les éventuels obstacles et aller dans la direction que vous vous êtes fixée.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez tendance à idéaliser votre passé. Ne restez pas dans cette utopie sans issue. Vous aurez des difficultés à plonger dans le travail cérébral, n'oubliez pas de vous aérer la tête et de faire attention à votre sommeil.
Tout le monde ne réagit pas au quart de tour ! Vous devez vous montrer plus patient, favoriser les initiatives et compter avec l'adversité si vous ne voulez pas faire face à des échanges contrariés en fin de journée.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

C'est avec optimisme que vous allez vous tourner tout simplement vers la réalisation de vos projets. Votre forme retrouve un meilleur niveau, vous vous sentez d'aplomb pour affronter ce qui doit l'être, ne vous dispersez pas en paroles stériles. Aujourd'hui, vous pouvez compter sur votre intuition et votre potentiel. Alors, faites pleinement confiance à votre petite voix intérieure et à votre pragmatisme pour soumettre vos idées, trouver de bonnes solutions, agir de manière constructive et récolter de favorables retours.

Lion (22 juillet - 23 août)

Les décisions que vous prenez et les changements que vous effectuez en amour, au travail ou chez vous se mettent en place. Vous faites une rencontre, familiale ou sentimentale, qui pourrait être désagréable si vous ne restez pas modéré dans vos propos. Fuyez les personnes trop accaparantes, ne vous laissez pas distraire, vous allez dans la bonne direction mais il est largement temps de manifester puis d'assumer votre point de vue, sans plus vous préoccuper des états d'âme d'autrui.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Évitez les négligences dans vos papiers, vous échapperez à des complications. Votre distraction est en hausse ! Votre sédentarité est la source de votre manque d'entrain. N'hésitez pas à vous mettre au sport.
Vous ne pouvez pas changer certaines choses en un jour, l'intervention d'un ami est bienfaisante. Vous occultez certains détails importants, attention aux oublis, vérifiez soigneusement ce que vous faites.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous trouverez des facilités à trouver un accord, à vous engager fermement, vous serez fier de vos actions. Il serait positif d'anticiper les conséquences de vos excès et à gagner en juste dosage dans vos dépenses d'énergie.
L'ambiance est un peu rêveuse, pas très réaliste mais très douce à vivre. Remettez les gros chantiers à plus tard et profitez de cette parenthèse inattendue avec vos êtres les plus chers dans une intimité agréable et sensuelle.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les discussions de la veille vous ont soulagé. Leur suite est positive, poursuivez votre route ! La forme revient en force grâce à votre état d'esprit plus optimiste. Vous pourriez tirer pleinement profit des bonnes résolutions que vous ferez.
Vous faites preuve d'une grande sociabilité et d'un bel entrain. Aujourd'hui, aucune épreuve ne peut avoir raison de votre optimisme. Au contraire, quelles que soient les situations vous êtes prêt à déployer toute votre énergie pour remporter la partie !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous avez besoin de couper court avec vos propres habitudes. C'est la meilleure voie à suivre. Les progrès auxquels vous aspirez vous poussent à vous surmener, prenez le temps de doser votre énergie sur la durée.
Vous êtes distrait par vos pensées désordonnées qui entravent votre concentration. Prenez des dispositions sans attendre si vous êtes face à un choix difficile et n'y mêlez pas de considérations personnelles. Cependant, restez axé sur vos idéaux, résistez à trop d'introspection.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Les événements vous donnent raison. Votre optimisme et votre audace vous ouvrent des portes en grand. Dialogues et échanges constructifs sont au rendez-vous pour satisfaire vos ambitions. À n'en point douter, vous allez marquer les esprits ! Votre bonne humeur vous aide à rompre avec le train-train quotidien et à vous accorder du bon temps. Vous usez de votre fantaisie et de votre créativité pour vous exprimer et créer une agréable ambiance. La convivialité est à l'honneur. Alors, profitez-en pour vous amuser !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous allez avoir le calme nécessaire pour vous consacrer à vos proches et à leurs tracasseries. Faites-le sans regrets ! Les émotions fortes vous fatiguent plus que vous ne l'admettez. Mettez-vous au vert !
Le climat est propice à la solidarité, la bienveillance et la compassion, mettez une sourdine à votre individualisme qui ne rencontrera aucun écho. C'est en vous montrant compréhensif et adaptable que vous passerez la meilleure journée.

Poisson (19 février - 21 mars)

La précision de vos idées est positive. Exprimez-vous sans masques, vos messages circulent et trouvent des échos favorables. Le climat est constructif et gratifiant sur le plan personnel. Cela vous met du baume au cœur et vous fait gagner en confiance. Aujourd'hui, vous ne manquerez pas d'inspiration. Le moment est venu de prendre des initiatives et de partager vos bonnes idées. Alors, jouez la carte de l'audace, faites bouger les lignes, investissez-vous et soyez prêt à relever de nouveaux défis !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com